

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme  
7 rue Léo Lagrange  
63000 Clermont-ferrand

Clermont-ferrand, le 19/01/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/01/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **VALVERT RHONE AUVERGNE**

LE PETIT CLOS  
63100 Clermont-Ferrand

Références : 20240119-RAP-63-0054-Inspection-Valvert-Clermont.odt  
Code AIOT : 0005603253

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/01/2024 dans l'établissement VALVERT RHONE AUVERGNE implanté LE PETIT CLOS 63100 Clermont-Ferrand. L'inspection a été annoncée le 22/12/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VALVERT RHONE AUVERGNE
- LE PETIT CLOS 63100 Clermont-Ferrand
- Code AIOT : 0005603253
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise VALVERT est spécialisée dans l'assainissement. Le site de Clermont-Ferrand est un site de tri/transit/regroupement classé dans la rubrique à autorisation 2718-1 de la nomenclature des installations classées protection de l'environnement et encadré par l'arrêté préfectoral n°17-00623 du 20/04/2017.

Une quinzaine de camions vont collecter chez les clients les déchets et les ramènent sur le site.

### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Arrêté préfectoral n°17-00623 du 20/04/2017 autorisant la SARL VALVERT à exploiter une installation de transit et regroupement de déchets dangereux sur le territoire de la commune de Clermont-Ferrand ;
- Suite de la dernière inspection du 26/05/2021.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Plan des réseaux et entretien	Arrêté Préfectoral du 20/04/2017, article Articles 4.3.2. & 4.3.3	Lettre de suite préfectorale	2 mois
3	Isolement avec les milieux	Arrêté Préfectoral du 20/04/2017, article Article 4.3.5.	Lettre de suite préfectorale	15 jours
5	Etude de dangers	Arrêté Préfectoral du 20/04/2017, article Article 7.1.6.	Lettre de suite préfectorale	3 mois
6	Défense extérieure contre l'incendie et moyens de lutte	Arrêté Préfectoral du 20/04/2017, article Articles 7.2.2.4. & 7.2.3.	Lettre de suite préfectorale	3 mois
7	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 20/04/2017, article Article 7.3.1.	Lettre de suite préfectorale	2 mois
9	Rétentions et confinement	Arrêté Préfectoral du 20/04/2017, article Article 7.4.1. I & V	Lettre de suite préfectorale	3 mois
11	Consignes d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 20/04/2017, article Article 7.5.4.	Lettre de suite préfectorale	2 mois
13	Mesures comparatives, autosurveillance et GERP	Arrêté Préfectoral du 20/04/2017, article Articles 9.1.2., 9.2.1. & 9.4.	Lettre de suite préfectorale	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conditions générales d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 20/04/2017, article Article 2.3.2.	Sans objet
4	Entretien et conduite des installations de traitement	Arrêté Préfectoral du 20/04/2017, article Article 4.4.4.	Sans objet
8	Systèmes de détection	Arrêté Préfectoral du 20/04/2017, article Article 7.3.2.	Sans objet
10	Vérification périodique et maintenance des équipements	Arrêté Préfectoral du 20/04/2017, article Article 7.5.3.	Sans objet
12	GESTION DES DÉCHETS, PROCÉDURE D'ADMISSION, REGISTRE	Arrêté Préfectoral du 20/04/2017, article Articles 8.1. , 8.2. & 8.5.	Sans objet
14	AM relatif à la prévention du risque incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

La non-conformité relevée lors de la dernière inspection du 26/05/2021 relative à la mise en place d'un RIA (article 7.2.3 de l'arrêté préfectoral) n'est pas encore solutionnée.

Par ailleurs, après dépotage, en fin de journée, les camions sont lavés et entreposés sur un terrain situé de l'autre côté de la route et acquis après l'établissement de l'arrêté préfectoral. Cette partie du site est donc non encadrée par l'arrêté préfectoral mais aucune activité classée au titre des installations classées pour la protection de l'environnement n'y est réalisée.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Conditions générales d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/04/2017, article Article 2.3.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conditions générales d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Le site est clos et les clôtures donnant sur les parcelles voisines sont végétalisées. L'accès au site se fait par la route départementale 772 A, puis par la rue du Petit Clos qui dessert la ZAC. L'accès se fait par 2 portails coulissants pour l'entrée et la sortie. Un troisième permet d'accéder au parking pour les véhicules légers des particuliers. Les horaires de fonctionnement sont du lundi au vendredi de 8h à 18h00.
<b>Constats :</b>  La clôture a été endommagée par une voiture bélier suite à un cambriolage au niveau de l'entrée du parking des salariés. Un poteau d'un des deux portails où circulent les camions a été tordu par un camion en sortant. Ce portail ne se ferme plus correctement.  <b><u>L'exploitant fera réparer la clôture en ces deux points.</u></b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Plan des réseaux et entretien

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/04/2017, article Articles 4.3.2. & 4.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan des réseaux et entretien
<b>Prescription contrôlée :</b> 4.3.2 Plan des réseaux Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître: <ul style="list-style-type: none"><li>• l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,</li><li>• les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire)</li><li>• les secteurs collectés et les réseaux associés</li><li>• les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs ... )</li><li>• les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).</li></ul> 4.3.3 Entretien et surveillance Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur

<p>étanchéité.</p> <p>Les différentes tuyauteries accessibles sont repérées conformément aux régies en vigueur.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a fourni un plan intitulé "Zone de stockage produits à risques" comprenant les réseaux.</p> <p>L'exploitant indique qu'un curage du réseau a lieu 1 fois par trimestre.</p> <p><b><u>L'étanchéité de la vanne d'obturation en amont du débourbeur/déshuileur de l'aire de lavage ainsi que celle plus globale des réseaux de collecte des effluents seront contrôlés (par passage caméra par exemple) sous 2 mois.</u></b></p> <p><b><u>Une périodicité pour ces contrôles sera définie.</u></b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

### N° 3 : Isolement avec les milieux

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/04/2017, article Article 4.3.5.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Isolement avec les milieux</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un système permet l'isolement du réseau d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ce dispositif (vanne de sectionnement) est maintenu en état de marche, signalé et actionnable en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Son entretien préventif et sa mise en fonctionnement sont définis par consigne.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La vanne d'obturation se situe en amont du débourbeur/déshuileur de l'aire de lavage.</p> <p>L'exploitant explique qu'elle est manœuvrée environ 2 fois par semaine lors des pompages des déchets liquides stockés dans la cuve de 40m<sup>3</sup>, pour enlèvement, afin d'assurer qu'en cas de déversement accidentel les déchets liquides soient retenus au sein du site.</p> <p>Les procédures affichées dans le local air de lavage indiquent que cette vanne doit être également manœuvrée pour les opérations de dépotage des hydrocureurs et de pompage de la fosse de curage camion.</p> <p><b><u>L'exploitant se conformera à ces consignes.</u></b></p> <p><b><u>Par ailleurs, les consignes endommagées affichées à l'extérieur du local de l'aire de lavage seront rééditées.</u></b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 15 jours</p>

#### N° 4 : Entretien et conduite des installations de traitement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/04/2017, article Article 4.4.4.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien et conduite des installations de traitement
<b>Prescription contrôlée :</b> La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue. Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé. Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, de chargement et déchargement ainsi que les eaux résiduaires sont collectées par un réseau spécifique et traitées par deux séparateurs d'hydrocarbures-déboueurs permettant de traiter les polluants en présence.  Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  Le site est équipé de deux déboueurs/déshuileurs. Un premier pour traiter les écoulements des eaux pluviales par ruissellement sur la voie de circulation des camions et un deuxième pour traiter les rejets de l'aire de lavage.  Le premier est nettoyé tous les 6 mois par l'entreprise elle-même. L'exploitant a fourni le bordereau de suivi de déchets dangereux n°BSD-20231214-2N933CNEK du 19/12/2023 pour des eaux et boues souillées de séparateur. Le deuxième est nettoyé tous les 15 jours par l'entreprise elle-même également. L'exploitant a fourni le bordereau de suivi de déchets dangereux n°BSD-20231228-WTZ2DP30N du 03/01/2024 pour des eaux et boues souillées de séparateur.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Etude de dangers

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/04/2017, article Article 7.1.6.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etude de dangers
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers. L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers.  p127 de l'étude de dangers: Cuve de stockage des eaux souillées avec enveloppe double peau et détection de fuite dans fosse en béton - Matériau compatible au produit stocké.

Contrôle système détection de fuite tous les ans par l'exploitant, tous les 5 ans par un organisme agréé
<b>Constats :</b>  L'exploitant réalise un contrôle visuel une fois par an du dispositif de détection de fuite de la cuve.  En revanche, l'exploitant n'a pas fait contrôler ce dispositif par un organisme agréé depuis la signature de l'arrêté préfectoral d'autorisation le 20/04/2017.  <u><b>L'exploitant réalisera un contrôle de ce dispositif sous 3 mois et transmettra le compte rendu à l'inspection.</b></u>  <u><b>L'exploitant mettra également en place une procédure de suivi de ce dispositif avec les échéances.</b></u>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 6 : Défense extérieure contre l'incendie et moyens de lutte

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/04/2017, article Articles 7.2.2.4. & 7.2.3.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Défense extérieure contre l'incendie et moyens de lutte
<b>Prescription contrôlée :</b> 7.2.2.4. Défense extérieure contre l'incendie Les installations d'extinction sont signalées réglementairement et maintenues accessibles en permanence Un plan du site est affiché au niveau de l'accueil, il sera renseigné sur toutes les installations techniques les zones ATEX et les moyens de secours.  7.2.3. Moyens de lutte contre l'incendie L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment: <ul style="list-style-type: none"> <li>• d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours,</li> <li>• de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 7.1.1,</li> <li>• d'un poteau d'incendie du réseau public permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une heure et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils,</li> <li>• de RIA mousse,</li> <li>• d'extincteurs.</li> </ul>
<b>Constats :</b>  Un plan du site à l'accueil repère bien l'ensemble des installations techniques ainsi que la position des extincteurs. Il n'y a pas de zone ATEX sur le site.  L'étude de dangers du site d'avril 2016 exige la présence d'un RIA mousse (page 126 notamment). L'absence de ce RIA a été notée lors des inspections du 17/10/2019 et du 26/05/2021. L'exploitant a mis en place deux extincteurs portatifs de 50 L en compensation. L'inspection avait demandé une justification de l'équivalence avec validation par le SDIS mais



celle-ci n'a pas été obtenue.

**L'inspection demande à l'exploitant d'étudier la mise en place, sous 3 mois, d'un RIA ou de proposer une solution technique apportant un niveau de protection équivalent (les justifications de l'équivalence seront tenues à disposition de l'inspection).**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 7 : Installations électriques

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/04/2017, article Article 7.3.1.

**Thème(s) :** Risques accidentels, Installations électriques

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur.

Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du Code du travail relatives à la vérification des installations électriques.

Les dispositions ci-dessus s'appliquent sans préjudice des dispositions du Code du Travail Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.

Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées. Le chauffage de l'installation et de ses annexes ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent

Dans les locaux à proximité d'au moins la moitié des issues est installé un interrupteur central, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique.

**Constats :**

L'exploitant a fourni le rapport de vérification des installations électriques numéro 10334-1-02-23-E-01 du 24/02/2023.

Ce rapport liste deux observations qui avaient déjà été signalées lors du contrôle annuel précédent.

**L'exploitant réalisera les réparations associées à ces observations sous 2 mois.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 2 mois

#### N° 8 : Systèmes de détection

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/04/2017, article Article 7.3.2.

**Thème(s) :** Risques accidentels, Systèmes de détection

**Prescription contrôlée :**

<p>L'installation dispose d'un dispositif de détection de fumée. L'exploitant détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir l'efficacité du dispositif dans le temps. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a fourni le compte-rendu de vérification CR23S/63409/02 du 08/12/2023 du système de sécurité incendie composé de 18 détecteurs de fumée reliés à une centrale de contrôle.</p> <p>Ce compte-rendu indique un conseil sur l'installation:          "Il serait bon d'étendre le système de sécurité incendie aux bureaux qui sont actuellement équipés de détecteurs autonomes avertisseurs de fumée qui sont aussi inappropriés qu'inefficaces pour protéger ces locaux".</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 9 : Rétentions et confinement

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/04/2017, article Article 7.4.1. I &amp; V</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétentions et confinement</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 100 % de la capacité du plus grand réservoir,</li> <li>• 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</li> </ul> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts,</li> <li>• dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,</li> <li>• dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800l.</li> </ul> <p>V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.</p> <p>En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.</p> <p>En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. <b>En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées.</b> Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces</p>

<p>écoulements.</p> <p>Le volume nécessaire au confinement est évalué à 85 m<sup>3</sup>.</p> <p>Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les produits dangereux sont stockés sur rétention sauf le Gazole Non Routier.</p> <p><b><u>La cuve de Gazole Non Routier sera mise sur rétention sous 3 mois.</u></b></p> <p><b><u>Par ailleurs, l'exploitant réactualisera les fiches de données de sécurité présentes.</u></b></p> <p>L'étude de dangers indique page 133 que "les eaux d'extinction incendie seront retenues au niveau de la zone en rétention de 85 m<sup>3</sup> constituée par la fosse en béton dans laquelle est implantée la cuve de stockage. Le réseau de collecte des eaux issues de l'aire de lavage/dépotage sera obturé en amont du séparateur d'hydrocarbures par une vanne de sectionnement."</p> <p>L'installation est bien conforme à cette description.</p> <p>À noter qu'il existe un second point de rejet qui n'est ni équipé d'une rétention, ni d'un obturateur.</p> <p><b><u>L'exploitant mettra en place sous 3 mois une obturation de ce point de rejet. Celle-ci pourra par exemple être réalisée par un ballon obturateur.</u></b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 10 : Vérification périodique et maintenance des équipements

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/04/2017, article Article 7.5.3.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification périodique et maintenance des équipements</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a fourni le compte-rendu de visite de l'entreprise Rouer Protection Incendie du 21/04/2023.</p> <p>Celui-ci liste la révision de 12 extincteurs sur le site et de 37 extincteurs dans les camions.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 11 : Consignes d'exploitation

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/04/2017, article Article 7.5.4.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes d'exploitation</p>

**Prescription contrôlée :**

Sans préjudice des dispositions du Code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment:

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.
- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre;
- l'obligation du "permis d'intervention" pour les parties concernées de l'installation;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses,
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 7.4.1,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.,
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

**Constats :**

L'exploitant a fourni 3 procédures:

- Pompage semi
- Vidage hydrocureur
- Arrêt d'urgence fuite

**L'exploitant réalisera une procédure sous 2 mois des consignes à suivre en cas d'incendie.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 12 : GESTION DES DÉCHETS, PROCÉDURE D'ADMISSION, REGISTRE**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/04/2017, article Articles 8.1. , 8.2. & 8.5.

**Thème(s) :** Risques accidentels, GESTION DES DÉCHETS, PROCÉDURE D'ADMISSION, REGISTRE

**Prescription contrôlée :****8.1. GESTION DES DÉCHETS**

La liste des déchets pris en charge par l'installation est affichée à l'entrée du site. Cette liste mentionne pour chaque déchet reçu, le code et le libellé du déchet au regard de la nomenclature définie par l'article R.541-8 du Code de l'environnement.

Aucun déchet n'est apporté directement sur l'installation. La collecte se fait par les véhicules de l'entreprise. L'exploitant tient en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées l'évaluation des quantités de déchets contenant des substances ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R.511-10 du Code de l'environnement présentes dans l'installation.

La quantité admise reste inférieure à 49,6 tonnes et respecte les valeurs ci-dessous qui correspondent au calcul des garanties financières proposé par l'exploitant:

- eaux souillées 40 t max
- pâteux: 8,1 t
- emballages souillés: 1,5 t max

Les déchets ne figurant pas sur cette liste ne sont pas admis sur le site, ainsi que les déchets souillés par des germes pathogènes ou tout déchet non identifié.

Chaque apport fait l'objet d'un mesurage préalablement à l'admission.

## 8.2. PROCÉDURE D'ADMISSION

La fiche d'identification est établie par le producteur initial du déchet ou, pour les déchets des ménages par le collecteur. Elle est valable un an.

Seuls les déchets accompagnés d'un certificat d'acceptation préalable et d'un bordereau de suivi conforme à celui de l'arrêté du 29 juillet 2005 modifié peuvent être reçus sur l'installation.

## 8.5. REGISTRE DES DECHETS

Un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants et sortants dans l'installation est tenu à jour; les informations contenues dans les registres permettent d'exonérer l'exploitant de la traçabilité de ces déchets, le regroupement étant considéré comme un traitement.

Le contenu de ce registre est fixé en référence à l'arrêté ministériel du 29 février 2012.

### Constats :

L'exploitant tient un registre interne des déchets sortants et entrants en plus de trackdéchets.

Le registre des déchets entrants permet de connaître la quantité de déchets en stock, car il fait apparaître les apports non encore regroupés et donc enlevés.

La fiche d'identification (FID) / certificat d'acceptation préalable (CAP) des apports de l'entreprise Lead Channel date du 07/01/2022.

**L'exploitant contrôlera que l'ensemble de ses FID/CAP ont bien moins d'un an.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 13 : Mesures comparatives, autosurveillance et GERP

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/04/2017, article Articles 9.1.2., 9.2.1. & 9.4.

**Thème(s) :** Risques accidentels, Mesures comparatives, autosurveillance et GERP

### Prescription contrôlée :

#### 9.1.2. Mesures comparatives

Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder tous les trois ans à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'auto surveillance. Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère chargé de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.

Ces mesures sont réalisées sans préjudice des mesures de contrôle réalisées par l'inspection des installations classées en application des dispositions des articles L.514-5 et L.514-8 du Code de l'environnement. Conformément à ces articles, l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser ou faire réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol et des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyse sont à la charge de

l'exploitant. Les contrôles inopinés exécutés à la demande de l'inspection des installations classées peuvent, avec l'accord de cette dernière, se substituer aux mesures comparatives.

#### 9.2.1. AUTO SURVEILLANCE DES EAUX DE SURFACE

La fréquence d'analyses minimum suivante est mise en œuvre en ce qui concerne les eaux pluviales et les eaux résiduelles avant rejet au réseau collectif : fréquence annuelle.

#### 9.4. BILANS PERIODIQUES

L'exploitant transmet au plus tard le 1er avril de chaque année, par voie électronique à l'inspection des installations classées la déclaration annuelle au format fixé par le ministre chargé de l'inspection des installations classées (déclarations GERE).

##### **Constats :**

L'exploitant a fourni le rapport n°BE/VAL.ZPC.EAU.sup/12.21/dl.v0 du 17/01/2021 de biobasic environnement regroupant une analyse par le laboratoire WESSLING et une autre par le laboratoire SGS. Les prélèvements ont eu lieu le 08/12/2021 au niveau des deux séparateurs d'hydrocarbures.

Le rapport conclut à des résultats conformes aux valeurs limites fixées dans l'arrêté préfectoral.

L'exploitant a fourni le rapport n°BE/VAL.ZPC.EAU.sup/12.01.23/dl.v0 du 12/01/2023 de biobasic environnement avec une analyse par le laboratoire SGS. Les prélèvements ont eu lieu le 03/01/2023 au niveau des deux séparateurs d'hydrocarbures.

Le rapport conclut à des résultats conformes aux valeurs limites fixées dans l'arrêté préfectoral.

**L'exploitant réalisera un nouveau contrôle de ses rejets aqueux, avec mesures comparatives, sous 2 mois.**

L'exploitant a bien réalisé sa déclaration GERE pour 2022. La déclaration 2023 est en cours de préparation.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 2 mois

#### N° 14 : AM relatif à la prévention du risque incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 22/12/2023

**Thème(s) :** Risques accidentels, AM relatif à la prévention du risque incendie

##### **Prescription contrôlée :**

Arrêté ministériel du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations

soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

##### **Constats :**

Cet arrêté a été présenté en séance et transmis à l'exploitant par courriel le jour même.

Il est notamment demandé la réalisation d'un exercice de défense contre l'incendie avant le 01/07/2024 à l'article 6. L'exploitant demandera au SDIS une éventuelle participation.

Type de suites proposées : Sans suite